

## Décision prise en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

**N°2023-01**

**Objet : Régie de recettes et d'avances « Manifestations Culturelles »**

**Le Maire de la Commune de MONTS :**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22 relatif aux délégations du Conseil Municipal au Maire, d'une part, et ses articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avance et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

**Vu** décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22;

**Vu** le décret du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

**Vu** la délibération n°2021.03.01 du Conseil Municipal du 16 février 2021, et notamment son point 7 donnant délégation au Maire, durant la durée de son mandat, de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

**Vu** la décision n°98.21 du 28 décembre 1998 instituant une régie de recettes et d'avances « Manifestations Culturelles » auprès du service culturel de la ville de Monts, abrogée ;

**Vu** la décision n°2019-56 du 15 novembre 2019 instituant une régie de recettes et d'avances « Manifestations Culturelles » auprès du service culturel de la ville de Monts ;

**Vu** l'avis conforme du comptable public en date du 28 décembre 2022 ;

### DÉCIDE

#### **Article 1**

La présente décision abroge la décision n°2019-56 du 15 novembre 2019.

#### **Article 2**

Il est institué une régie de recettes et d'avances « Manifestations Culturelles » auprès du service culturel de la ville de Monts.

### **Article 3**

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, 2 rue Maurice Ravel 37260 Monts.

### **Article 4**

La régie fonctionne du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

### **Article 5**

La régie encaisse les produits suivants :

- Entrées aux manifestations culturelles et évènementielles

### **Article 6**

Les recettes désignées à l'article 5 sont encaissées selon les modes de recouvrements suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires, postaux et assimilés qui seront versés sur le compte de dépôts de Fonds au Trésor (DFT), ouvert au nom du régisseur,
- YEPS,
- Pass Culture,
- Cartes bancaires à distance ou sur place (sans contact ou avec code),
- Paiements en ligne,
- Virements bancaires.

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un billet imprimé issu du logiciel de billetterie informatisée.

### **Article 7**

La régie paie les dépenses suivantes en lien avec l'activité « Manifestations Culturelles » :

- Achat de produits alimentaires ou non alimentaires,
- Achat de fournitures,
- Achat de billet de train,
- Indemnisation des frais de transport des artistes,
- Règlement des charges sociales auprès du « Guichet Unique » (GUSO).

### **Article 8**

Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlements suivants :

- Numéraire,
- Chèques

### **Article 9**

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du Service Culturel de la Ville de Monts auprès du service de Dépôts de Fonds au Trésor (DFT) de la Trésorerie Principale de Tours.

### **Article 10**

L'intervention de mandataires suppléants et d'agents de guichets a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

### **Article 11**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5.000 €.

### **Article 12**

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3.000 €

### **Article 13**

Un fonds de caisse d'un montant de 200 € est mis à la disposition du régisseur.

### **Article 14**

Le régisseur est tenu de verser au comptable le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par trimestre.

### **Article 15**

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les trimestres.

### **Article 16**

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

### **Article 17**

Le régisseur et les mandataires ne percevront pas une indemnité de responsabilité mais une part supplémentaire du RIFSEEP dénommée IFSE régie versée en complément de la part fonction IFSE et selon la réglementation en vigueur.

### **Article 18**

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### **Article 19**

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de MONTS et le comptable assignataire de la Ville de MONTS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Cette dernière sera inscrite au registre des délibérations de la Commune de MONTS et un extrait en sera affiché à la Mairie.

Monts, le 03 janvier 2023  
Par délégation du Conseil Municipal,

**Le Maire,**  
**Laurent RICHARD**

